

- Membre affilié à la F.I.D.H. accréditée auprès de la Commission de l'O.U.A et de l'O.N.U.
- Membre Fondateur de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme.
- Membre de l'Association Internationale des Juristes et des Avocats-Experts-Consultants en Droits de l'Homme.

Présidents d'Honneur à titre posthume :

Dr. Félix MOUMIE

Rubens UM NYOBE

Ernest OUANDIE

Afana OSSENDE

Abel KINGE

Monseigneur Albert NDONGMO

LE BOURREAU TORTIONNAIRE
ASSASSIN SANGUINAIRE PAUL BIYA
FACE A SES VICTIMES.

§

**Pour en savoir plus, lisez ce document et conservez
le pour l'histoire du Cameroun qui aspire au
bonheur, à la Paix et à la l'Amour dans la Liberté
et la Justice pour tous, partout.**

DE BRUXELLES (9 et 10 décembre 2003)
à PARIS (14 et 15 février 2004).

*

**Le combat des forces patriotiques de la diaspora pour
la résistance et la renaissance du Cameroun continue.**

- Etat des Lieux – Comptes-rendus –Perspectives-

LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE L'HOMME
SECRETARIAT DE LA DELEGATION DU COMITE DIRECTEUR EN FRANCE
85, Boulevard Saint-Michel – 75005 PARIS – tél/fax : 01.43.25.80.50
site Internet : Mémoire d'Afrique : <http://africa.smol.org>

SOMMAIRE

- 1) COMMUNICATION De la DELEGATION de la LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE L'HOMME à la RENCONTRE de la DIASPORA CAMEROUNAISE à BRUXELLES sur la situation de la démocratie et des élections mascarades au Cameroun, sous le régime tortionnaire antidémocratique de PAUL BIYA, le 09 décembre 2003.
- 2) Lettre de la L.C.D.H à Tene SOP du 04 décembre 2003.
- 3) Manifeste du Collectif des organisations démocratiques et patriotiques de la diaspora camerounaise (C.O.D.E.) à la communauté internationale. Bruxelles, le 10 décembre 2003, à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Homme.
- 4) Déclaration de Bruxelles dans le cadre de la Campagne Internationale d'action pour la démocratie au Cameroun. Les 09 et 10 décembre 2003.
- 5) Article de presse de Modeste Mba TALLA sur le site Internet « ICICEMAC.com » du 8 décembre 2003 : « Les Patriotes Camerounais lanceront à Bruxelles les bases du Haut Conseil International de la Diaspora Camerounaise ».
- 6) Résumé de l'intervention du Professeur Kapet de BANA à la rencontre de Bruxelles par Betran KOMNANG paru sur le site Internet « ICICEMAC. Com ».
- 7) Article de presse : Mobilisation à Bruxelles : « partir comme Abdou Diouf ou partir comme Mobutu, Paul Biya doit choisir..... », par Jombwe Moudiki, paru sur ICICEMAC.com le 16 décembre 2003.

- Membre affilié à la F.I.D.H. accréditée auprès de la Commission de l'O.U.A et de l'O.N.U.
- Membre Fondateur de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme.
- Membre de l'Association Internationale des Juristes et des Avocats-Experts-Consultants en Droits de l'Homme.

Présidents d'Honneur à titre posthume :

Dr. Félix MOUMIE

Rubens UM NYOBE

Ernest OUANDIE

Afana OSSENDE

Abel KINGE

Monseigneur Albert NDONGMO

COMMUNICATION
De la DELEGATION
de la LIGUE CAMEROUNAISE
DES DROITS DE L'HOMME
à la RENCONTRE
de la DIASPORA CAMEROUNAISE
à BRUXELLES
sur la situation de la démocratie
et des élections mascarades
au Cameroun sous le régime
tortionnaire antidémocratique
de PAUL BIYA,
le 9 décembre 2003.

LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE L'HOMME
SECRETARIAT DE LA DELEGATION DU COMITE DIRECTEUR EN FRANCE
85, Boulevard Saint-Michel – 75005 PARIS – tél/fax : 01.43.25.80.50
site Internet : Mémoire d'Afrique : <http://africa.smol.org>

**COMMUNICATION De la DELEGATION
de la LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE
L'HOMME à la RENCONTRE de la DIASPORA
CAMEROUNAISE à BRUXELLES sur la situation de la
démocratie et des élections mascarades au
Cameroun sous le régime tortionnaire
antidémocratique de PAUL BIYA,
le 9 décembre 2003.**

Réunis à Bruxelles, les patriotes camerounais conscients de la diaspora, représentant les populations meurtries, marginalisées, victimes des hordes corrompues tortionnaires au pouvoir antidémocratique qui, depuis plus de 40 ans de génocide électoral et de règne sanguinaire, ont vidé le Cameroun des hautes valeurs spirituelles, morales et intellectuelles dont Dieu nous a dotées, entreprennent, à l'exemple des heureuses expériences démocratiques des peuples frères du Mali, du Sénégal, du Liberia, de Centrafrique, du Niger, de Côte d'Ivoire, du Congo, du Burundi et du Rwanda, pour ne citer que les plus proches de notre pays, le Cameroun, victime du plus grand génocide électoral que toutes les forces démocratiques, quoique constamment privées des moyens vitaux appropriés, et ne cessent d'intensifier le combat de la liberté et de la justice pour tous, partout.

Aussi, les éléments conscients de la diaspora camerounaise réunis à Bruxelles contre les prébendiers criminels corrompus que l'ignoble tortionnaire Paul BIYA a instaurés au Cameroun, au rythme des élections mascarades truquées et ensanglantées et de la gouvernance sans transparence ni alternance, durant plus de 40 ans d'assassinats, de disparitions, de tortures, de viols, de vols, de prostitution de la jeunesse marginalisée, en appellent à la conscience mondiale et interpellent la communauté internationale, gardienne de la paix déjà précarisée du monde, notamment en Afrique et au Moyen Orient, avant qu'il ne soit trop tard.

Devant cette ignominie du système corrompu de Paul BIYA au Cameroun, nous, représentants des forces démocratiques conscientes de la diaspora camerounaise, sans distinction d'appartenance religieuse ou ethnique, réunis à Bruxelles, capitale de l'Union Européenne, ville – symbole de la mémoire historique universelle, nous engageons face aux peuples, face à l'Histoire et face à tous les êtres épris de paix et de justice, à combattre et à faire disparaître le régime antidémocratique sanguinaire de Paul BIYA, en vue de l'instauration rapide de la démocratie citoyenne pluraliste, transparente et alternante au Cameroun, et réaffirmons que jamais plus de deux mandats électoraux présidentiels ne devraient être confiés au même individu, le contrôle des biens personnels de tous les élus au début et à la fin de leur mandat devant être la règle du respect et du jeu démocratique.

Il va sans dire que notre double sens de l'éthique de responsabilité et de conviction nous renvoie aux sources de l'Histoire de l'Humanité en évolution sanglante, et pourquoi ne pas rappeler, pour ce faire :

- que le manifeste mondial du communisme pour le changement dans le monde a été proclamé depuis Londres ;
- que l'Appel du 18 juin du Général de Gaulle pour la libération de la France du nazisme et de ses complices intérieurs a été proclamé à Londres ;
- que la Charte de Tripoli de la Révolution algérienne contre l'occupation coloniale génocidaire a été proclamée en Libye ;
- que c'est en France à Evian que les fameux accords d'Evian ont mis fin à l'effroyable guerre d'occupation et de domination en Algérie ;
- que Khomeny a libéré le peuple iranien du féodalisme génocidaire du Shah à partir de Paris ;
- que les palestiniens et les israéliens sont toujours en négociation de leur feuille de route tantôt à Oslo, tantôt à Washington, tantôt à Genève, tantôt au Caire, tantôt à Riad, pour sortir des différends qui les opposent.
- que l'Appel de Brazzaville, « poste national français », toujours par le Général de Gaulle pour rallier l'Afrique et le monde à la cause de la liberté française ;
- que les congolais de l'Indépendance ont siégé en table ronde à Bruxelles en 1960, pour la libération du Congo du système féodal et colonial génocidaire dont on connaît la suite des événements ;
- que l'accord dit de « Marcoussis », quelles que puissent être ses imperfections originelles pour la Côte d'Ivoire, a été conclu à Paris après avoir fait le tour des capitales africaines incapables d'efficacité faute de notoriété des dirigeants africains concernés ;
- que le Polisario et les marocains tournent en rond dans les capitales africaines pour chercher des solutions introuvables pour les crises insolubles ;
- que les gabonais, les togolais, les tchadiens, les béninois sont venus à Paris mettre fin à leurs conflits de pouvoir internes ;
- que les guinéens bissau et les sénégalais ont trouvé leurs accords de règlement de conflits en Gambie ;
- que la Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe viennent de régler leurs querelles en trouvant refuge à Libreville au Gabon ;
- que les burundais, les soudanais, les congolais, les rwandais sont aujourd'hui en négociation de paix pour la démocratie diversement en Afrique du Sud, en Tanzanie ;
- que surtout les généraux Sassou NGUESSO pour le Congo Brazzaville et BOGIZE pour le Centrafrique sont venus à Paris pour mettre fin aux génocides qui se perpétuaient dans leurs pays même si les résultats sont encore à prouver ;
- et que actuellement les Casamançais sont en négociation avec le pouvoir sénégalais en Gambie.

Nous voulons seulement, par ce rappel historique sélectif, faire savoir que le peuple camerounais meurtri ne peut rester longtemps à la marge de l'histoire des Peuples concernant son Droit à disposer démocratiquement de lui-même par la liberté partout, pour tous.

En effet, pour avoir pris conscience du patrimoine mondial universel des vicissitudes historiques qui jalonnent l'évolution des peuples, après avoir revisité l'histoire contemporaine de Cuba et des autres peuples d'Amérique latine sous des dictatures télécommandées, des Peuples d'Asie (Vietnam, Cambodge, Corée) et du Moyen Orient en effervescence (Liban, Iran, Irak, Afghanistan, Arabie Saoudite, Koweït, Palestine, Israël), de Turquie, de Yougoslavie, et ce, pour montrer que les représentants de la diaspora camerounaise réunis à Bruxelles sont suffisamment

conscients de l'état d'essoufflement et d'étouffement des peuples en proie avec les puissances génocidaires pour être confiants que la cause que nous défendons sera portée par la conscience humaine universelle mondiale, **et nous l'espérons, la libération de notre pays des férules du pouvoir corrompu de Paul BIYA représente une grande contribution parmi tant d'autres en cours dans le monde.**

C'est à ce niveau que nous intitulons notre prise de position résumée appelée « l'APPEL de BRUXELLES », représentant la Déclaration, la Charte, le Manifeste de la diaspora camerounaise pour l'avènement de la démocratie par la bonne gouvernance, transparente, alternante, pluraliste, participative, citoyenne au Cameroun contre la corruption, le viol, le vol, le bradage des richesses naturelles (forêts, gaz, pétrole, bois, manganèse, cobalt, or, diamant, les produits agricoles : banane, cacao, café, arachides, la pêche, etc, etc.....), le détournement des biens publics et l'impunité, et enfin le non respect des Conventions internationales dont notre pays est signataire, et pour cette raison, la réunion de Bruxelles réitère la Plainte des organisations de défense des Droits humains dont la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme, assignant Paul BIYA devant la Cour Pénale Internationale pour **crimes et génocides, meurtres, assassinats, disparitions ... contre les populations camerounaises** et conclut finalement que, toute élection au Cameroun ne saurait désormais légitimement se dérouler sans de nouvelles lois élaborées démocratiquement par toutes les composantes des forces démocratiques représentant les camerounais de l'intérieur et de la diaspora.

Les patriotes réunis à Bruxelles prennent l'engagement, au titre de l'éducation civique de réhabilitation de notre histoire par un nouveau système éducatif citoyen, d'inaugurer différents monuments du souvenir, places publiques, routes, boulevards, carrefours et frontons de bâtiments de la République (écoles, universités, institutions), portant les grands noms des martyrs tombés au champ de bataille pour la patrie.

C'est ainsi que, à l'exemple du monument – souvenir du ghetto de Varsovie, le peuple camerounais érige un monument en mémoire du Génocide BAMILEKE, car c'est l'un des événements cruels de notre mémoire commune pour que PLUS JAMAIS CA !

Citons, pêle-mêle, outre la création d'un monument pour combattant ou militant inconnu de la Liberté, les illustres noms de Ruben UM NYOBE, de Félix MOUMIE, d'OSSENDE Afana, d'Ernest OUANDIE, de KINGE Abel, de ABESOLO KOLO, de Monseigneur NDONGMO, premier évêque mort exilé politique du système Paul BIYA, des étudiants tombés sous la torture et le viol ou brûlés comme les 9 derniers enfants de Bépanda, tués par la police criminelle Paul BIYA, ainsi que le Père Engelbert MVENG assassiné et à propos duquel le théologien Jean Marc ELA, son adjoint persécuté a dit que « le Cameroun est victime d'une sorte de syndrome algérien », des universitaires à l'exemple du Professeur TCHUIDJANG, de l'avocat Maître Toussaint Antoine NGONGO OTTOU, frappé dans la nuit du 29 au 30 Octobre 1988 dans sa maison. Evacué à l'hôpital américain de Neuilly (Paris), il est mort le 13 Novembre, achevé dans son lit d'hôpital, et d'autres avocats défenseurs des Droits de l'Homme que matraquent les gendarmes tortionnaires au service de Paul BIYA devant les Palais de Justice à travers le Cameroun, les empêchant ainsi d'assurer la défense des victimes du système judiciaire corrompu.

Les récentes missions d'enquête internationales, sous l'égide de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qualifient la situation au Cameroun caractérisée par la réalité banale de la torture et de l'impunité systématique sur toute l'étendue du territoire national ; la Ligue Camerounaise ayant déjà publié pour la énième fois le tableau macabre des victimes de la répression faisant des prisons des sortes de mouroirs où les femmes et les enfants sont entassés, pêle –mêle, dans les mêmes cellules que les prisonniers de grande criminalité secrétée par le système corrompu en place.

Pour tout résumer, rappelons les données suivantes en constante aggravation:

Liste des leaders de l'opposition assassinés par le système tortionnaire Paul BIYA au Cameroun ou en exil :

- Le Docteur Félix MOUMIE, assassiné à Genève, en Suisse, est enterré à Conakry,
- Le co-président Ernest OUANDIE, ayant été fusillé au camp militaire de Yaoundé et son complice, qualifié comme tel, l'évêque de NKONGSAMBA, Monseigneur Albert NDONGMO, aidé par le Pape Jean Paul II, a pu trouver l'exil au Canada où il est mort,
- Le dernier vice-président, Abel KINGUE, persécuté en exil, est mort au Caire en Egypte,
- Le Jésuite Engelbert MVENG, assassiné dans son église à Yaoundé, Jean-Marc ELA, son adjoint, a réussi à s'enfuir pour trouver asile au Canada,
- Le Docteur Afana OSSENDE, assassiné à la suite de la mort de OUANDIE, fusillé,
- Le Professeur TCHUIDJANG, Directeur du Centre Universitaire de Douala, a été contraint au suicide par la terreur des instruments de la répression,
- Monsieur Adolphe EWANE, journaliste à Radio-Yaoundé, a été tué d'une balle dans le dos,
- L'abbé Joseph MBASSI a été trouvé mort dans sa chambre à MVOLYE, tué d'une balle dans la nuque,
- Maître Toussaint Antoine NGONGO OTTOU, avocat à Yaoundé, a été frappé dans la nuit du 29 au 30 Octobre 1988 dans sa maison. Evacué à l'hôpital américain de Neuilly (Paris), il est mort le 13 Novembre, achevé dans son lit d'hôpital,
- Le Docteur EYIDI BEYBE et l'ancien Ministre des Affaires Etrangères, Charles OKALA sont morts en prison de FOUMBAN à la suite d'une longue détention,
- Monsieur André-Marie MBIDA, ancien Premier Ministre du Cameroun, mort aveugle après une détention de longue durée.

**LISTE DES CONDAMNÉS à MORT ET EXECUTES PAR LE REGIME
TORTIONNAIRE DE PAUL BIYA 1984 – 1989**

Morts par inanition ou par tortures à la prison centrale de Yaoundé

1. Warou Pierre	Cmd	Mardi 09.10.84
2. Yodelegon Mathieu	Ndl	Mercredi 14.11.84
3. Adam Atti	Gin	Jeudi 01.11.84
4. Goldon Jean	Gmd	Samedi 17.11.84
5. Wada Dieudonne	Mdlc	Mardi 20.11.84.
6. Djelani Goni	Gmd	Mardi 27.11.84.
7. Adama Warou	Gmd	Mardi 16.04.84.
8. Batchanne Daniel	GloI	Vendredi 25.01.85.
9. Mogapscy Mathieu	Gmd	Lundi 08.04.85.
10. Himara Marcel	Gmd	Vendredi 19.04.85.
11. Daoudou Alim	Gmd	Mardi 03.11.85.
12. Haman Lamou Gambere	Gmd	Samedi 30.11.87.
13. Moussa Djile	Gmd	Samedi 15.08.87.
14. Madi Pascal	Gmd	Vendredi 15.08.87.
15. Bouba Gouni	Gmd	Mercredi 03.02.88.
16. Djibersou Tchassou	Mdl	Jeudi 03.03.88.
17. Nagassou Pascal	Glm	Vendredi 30.09.89.

18. Haman Kloua Jean	Gmd	Mercredi 27.07.88.
19. Gambai Joseph	Glm	Vendredi 08.07.88.
20. Wamene Victor	Glm	Vendredi 17.08.88.
21. Toumba Paul Galant	Gmd	Mercredi 31.08.88.
22. Djakaya Albert	Gmd	Jeudi 13.08.87.
23. Amiadou Sadou	Gmm	Samedi 05.09.87.
24. Madam Dogo Abakar	Cne des Armées	Lundi 04.12.89.
25. Pagore Jonas	Sergent Chef	
26. Moudio Hildina	Administrateur	Mercredi 13.06.89.

CONDAMNES à MORT et EXECUTES

Mpalmayo 1^{ère} 05.84.

1. Issa Adounm (Dg Foradu)
2. Commissaire Principal Amadou Sadou
3. Colonel Sale Ibrahim
4. Gnes Abali Brahim
5. Gnes Abalele Abaya
6. Gnes Bouba Mazou
7. Gnes Yaya Mazou
8. Gnes Ndjidda Djibni
9. Gnes Awal Abassi
10. Lts Ngomna Hamagabdo
11. Lts Oumarou Yorongue
12. Lts Hamza Paul
13. Lts Dama Wassou
14. Lts Souley Gournoi
15. Lts Maliki
16. Lts Harouna
17. Lts Dourandi
18. Lts Zebobe Elie
19. Lts Amadou Aminou
20. Lts Ngomna Jean
21. S/Lt de eésERVE Yaya Adourri
(frère de Issa Adounm)
22. A/c Alioum Haman
23. Ajt Sehou Toure
24. Ajt Sali Oumarou
25. Ajt Ilou Ousman
26. Mdlc Abakoura Limangana
27. Mdlc Meiklandi
28. Mdlc Komanda René
29. Mdlc Dongue Etienne
30. Mdlc Amadou Hamdjoulde
31. Mdlc Nlohou Adamou
32. Mdl Sambo Etienne
33. Mdl Ousman Ngainoun
34. Sgt Markissan Saidou
35. Sgt Abou Katil (suicide)

MFOU 25.05.84

1. Adjt Dalil Mougna
2. Mdlc Dangmo Blaise
3. Mdlc Traptouang Philippe
4. Mdlc Danladi Maitourare
5. Sgt Ousmanou Salbe
6. Gm Kiska Algao
7. Gm Djibrilla Bouba Adji
8. G Bagnama

YAOUNDE I

1. C/c Souiwe Thomas

YAOUNDE II

1. Yaya Oumarou (Civil)
2. Mdlc Aftadaye Issac
3. Mdlc Garga Oudamkoua
4. Mdlc Inoua Mohaman

CONDAMNES A MORT EN FUITE

1. Hamadou Aji (H A)
2. Cne Guerandi
3. Lt Garba

LE SYSTEME CARCERAL ou MOUROIRS au CAMEROUN

Le Cameroun est le pays où le système carcéral est le plus meurtrier d’Afrique pour traitements dégradants, inhumains, tortures, malnutritions, absence d’hygiène.. Citons quelques exemples notoirement connus :

- la prison centrale de DOUALA NEW-BELL, véritable mouroir, véritable camp de concentration, 7000 détenus pour 1500 places,
- la prison de BONABERI, 8100 détenus pour 1200 places,
- la prison de BAMENDA, 4855 détenus pour 330 places,
- la prison de BAFOUSSAN, 5225 détenus pour 850 places,
- la prison de YAOUNDE, 9530 détenus pour 2500 places,
- la prison d’EDEA, 4255 détenus pour 750 places,
- la prison de SCHANG, 6845 détenus pour 715 places,
- la prison de GAROUA, 4636 détenus pour 280 places,
- la prison de NKONGSAMBA, 8753 détenus pour 620 places, et nous pourrions continuer la liste tissée comme une toile d’araignée sur notre pays.

En conséquence donc, la diaspora camerounaise réitère que seule la lutte contre la corruption et l’impunité ainsi que la réparation due aux victimes du système tortionnaire antidémocratique instaureront le pardon national pour l’Unité et la paix sociale dans notre pays.

Le système Paul BIYA doit cesser d’exister comme celui du tortionnaire AHIDJO, son prédécesseur, père spirituel qu’il a lui-même condamné à mort et qui est mort en exil, enterré au Sénégal sous identité sénégalaise et on connaît la suite, notre peuple qui construit son histoire n’aura pas la mémoire courte et nous aviserons en notre qualité de gardiens de la mémoire collective des populations camerounaises victimes , telle est pour l’opinion nationale africaine et mondiale, la position des représentants conscients de la diaspora venus à Bruxelles pour la mise en place des organes exécutifs et du suivi du « Haut Conseil International de la Diaspora camerounaise » en charge de promouvoir le changement démocratique pour la bonne gouvernance transparente, alternante, par les nouvelles institutions devant être démocratiquement élaborées, réaffirmant que jamais plus de deux mandats électoraux présidentiels ne devraient être confiés au même individu, le contrôle des biens personnels de tous les élus au début et à la fin de leur mandat devant être la règle du respect et du jeu démocratique.

Pour la délégation de la Ligue Camerounaise des Droits de l’Homme,
Ancien membre de la délégation camerounaise à l’Assemblée générale
des Nations Unies pour la réunification et l’indépendance du Cameroun en avril 1961,
Membre du Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine,
Professeur Kapet de BANA.

LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE L’HOMME
SECRETARIAT DE LA DELEGATION DU COMITE DIRECTEUR EN FRANCE
85, Boulevard Saint-Michel – 75005 PARIS – tél/fax : 01.43.25.80.50
site Internet : Mémoire d’Afrique : <http://africa.smol.org>

LIGUE CAMEROUNAISE DES DROITS DE L'HOMME
POUR LA DEFENSE DES LIBERTES FONDAMENTALES ET DU PLURALISME

- Membre affilié à la F.I.D.H. accréditée auprès de la Commission de l'O.U.A et de l'O.N.U.
- Membre Fondateur de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme.
- Membre de l'Association Internationale des Juristes et des Avocats-Experts-Consultants en Droits de l'Homme.

Présidents d'Honneur à titre posthume :

Dr. Félix MOUMIE	Ruben UM NYOBE
Ernest OUANDIE	Afana OSSENDE
Abel KINGUE	Monseigneur Albert NDONGMO

OBJET : rencontre de Bruxelles les 9 et 10 décembre 2003.

Le 04 décembre 2003.

Cher Tene Sop,

Je viens d'avoir la liste des intervenants et le programme de la rencontre de Bruxelles, en étant désolé que tu nous parles toujours de campagne de sensibilisation. La Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme n'a pas d'autres campagnes particulières que celles qu'elle mène quotidiennement depuis 20 ans dont le monde entier est imprégné. (Voir notre site Internet : Mémoire d'Afrique : <http://africa.smol.org>). Ceci pour te dire que nous n'avons pas de moyens matériels ni financiers pour entreprendre autre chose que ce que nous faisons quotidiennement.

On vous a constamment communiqué les documents produits par la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme concernant toutes les tentatives d'élections mascarades qu'elles soient présidentielles ou municipales organisées par les génocidaires au pouvoir, jusque y compris celles qui sont projetées pour 2004.

- Mémoire de la L.C.D.H. et Appel à la conscience nationale et internationale en vue de la mobilisation de la diaspora camerounaise et des forces démocratiques nationales pour l'instauration de l'Etat de Droit contre la corruption et l'impunité des crimes du régime corrompu Paul BIYA, à titre de prévention contre les prochaines élections mascarades prévues en 2004. Le 18 juin 2003.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress38.pdf
- La L.C.D.H. dénonce l'acharnement du gouvernement corrompu du génocidaire Paul BIYA contre les hautes autorités religieuses camerounaises qui osent défier la dictature, la torture, les assassinats et l'impunité en vue des prochaines élections présidentielles mascarades prévues pour 2004. Le 09 septembre 2003.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress44.pdf
- Lettre ouverte à Son Excellence le Cardinal TUMI, archevêque du Cameroun, à propos des élections présidentielles 2004 au Cameroun. Le 23 octobre 2003.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress48.pdf

C'est pour cela que même si votre rencontre, telle que vous l'avez organisée, ne devez permettre seulement la mise en place d'un organisme que nous avons suggéré être le Haut Conseil International de la Diaspora Camerounaise, sous le parrainage du Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine, suivant les articles 2, 3 et 4 des statuts :

ARTICLE 2 : BUTS

L'association a pour buts :

- l'évaluation de l'apport et de la part de l'Afrique dans le Patrimoine Commun de l'Humanité.
- la promotion du rayonnement de l'Afrique dans le monde.
- les études des voies et moyens de participation à divers niveaux aux actions, décisions et stratégies mondiales visant au développement de l'Afrique et/ou impliquant le destin du continent.
- l'interpellation de toute organisation ou de tout Etat et Etablissement dont l'activité est en rapport avec les buts du Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine..
- défendre les intérêts de la Diaspora Panafricaine à travers le monde.
- assurer la représentation effective de la Diaspora auprès des Etats d'Afrique, des organisations régionales, internationales et mondiales relevant des Nations Unies, de l'O.U.A. ou du Conseil des Communautés Européennes, et des Etats Arabes, ou d'autres organisations d'Asie et d'Australie etc...

ARTICLE 3 : DÉFINITION

Le Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine est une association humanitaire non gouvernementale d'interpellation des Etats, des Institutions et des Organisations en rapport avec les intérêts de la diaspora panafricaine impliquant le rayonnement de l'Afrique au plan civilisationnel.

Son action est axée sur la préservation, la promotion, le développement et la défense des intérêts de la Diaspora dans le monde et le rayonnement de la civilisation africaine et des peuples noirs dans le cadre de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies, de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et des pactes et conventions internationaux démocratiquement élaborés et proclamés par toutes les nations concernées.

ARTICLE 4 : LA CHARTE DE L'UNITÉ DE LA DIASPORA AFRICAINE ET DES PEUPLES NOIRS.

La présente charte définit l'éthique de l'Association vis à vis des groupes, des Etats, des organisations, des institutions envers lesquels elle agit ainsi que les modalités d'actions envisagées.

Tous les membres de la Diaspora, à quelque titre que ce soit, sont liés par cette charte et devront s'y conformer tant au niveau de leurs actions que de leur prise de parole au nom de l'Association :

- 1- Travail et Combat pour la Renaissance, la Reconstruction et le Développement de l'Afrique.
- 2- Réhabilitation des Peuples Noirs marginalisés.
- 3- Evaluation de l'apport et de la part de l'Afrique et des Peuples Noirs dans le Patrimoine Général de l'Humanité.
- 4- Devoir de mémoire : reconstitution du patrimoine détruit, pillé et spolié et leur récupération des mains des pilleurs colonisateurs esclavagistes.
- 5- Participation à l'élaboration des stratégies mondiales de la coopération et du développement général de l'Humanité.
- 6- Exiger le repositionnement de l'équilibre de la représentation du monde sur la base des cinq continents. La démocratie rotative à l'échelon mondial, direction à tour de rôle par ordre alphabétique des instances mondiales et des organisations internationales (respect systématique de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies).

- 7- Exiger la démocratie participative à l'intérieur des sociétés africaines, favorisant ainsi le jeu de l'alternance démocratique dans la gestion des pouvoirs publics.
- 8- Exiger la condamnation à la réparation effective des dégâts causés à l'Afrique par les Etats esclavagistes de l'Occident euro – américain, de l'Orient ou du Moyen Orient Arabe.
- 9- Contribution par des actions concrètes programmées à la désaliénation spirituelle et culturelle des peuples colonisés au moyen de l'élaboration et de la mise en place de systèmes éducatifs devant générer le progrès scientifique et technologique centré sur l'être humain et ses besoins ressentis.
- 10- Encourager la mise en place à l'échelle mondiale d'une nouvelle pédagogie de l'enseignement de l'Histoire Universelle basée sur le dialogue des civilisations caractéristiques des sociétés des cinq continents réhabilitant ainsi la dignité de l'Afrique et des peuples noirs bafouée.
- 11- Conscientisation et responsabilisation des élites et des dirigeants des Peuples Noirs en vue de la pleine réalisation du bonheur et des aspirations profondes des populations en retard de développement.
- 12- Institutionnalisation d'une journée mondiale des retrouvailles de la Diaspora Panafricaine chaque mois de décembre en vue de renforcer les liens de fraternité favorisant l'esprit d'union, pour le développement de notre civilisation et notre participation à la détermination ou l'élaboration des stratégies mondiales. Cette journée considérée comme « journée de la renaissance africaine » revêtira une ampleur particulière pour l'évocation commémorative consacrée à la mémoire de toutes les victimes de l'esclavage, de la traite négrière, de la colonisation et du néocolonialisme.
- 13- Le Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine informera l'opinion publique dans l'intention de promouvoir la reconnaissance aussi large que possible de la primauté de l'esprit de réhabilitation de la dignité humaine indistinctement au plan universel.

Voici les références des documents que la L.C.D.H. met à la disposition de la rencontre pour réfléchir sur cet organisme, seul instrument concret concernant la diaspora, différent de tous les partis politiques traditionnels.

- 1) les Etats africains face à leur diaspora d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Australie.
http://africa.smol.org/docs/cmdp/cmdp_04.pdf
- 2) Communiqué de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme sur l'actualité des Droits de l'Homme en Afrique après les dernières élections masarades législatives et municipales au Cameroun. Juin - Septembre 2002. Le 15 octobre 2002.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress21.pdf
- 3) La Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme dénonce : « La masarade électorale sans fin fait rage au Cameroun ». Le 22 septembre 2002.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress20.pdf
- 4) Communication de la L.C.D.H : « Leçons à tirer des élections masarades municipales et législatives du 30 juin 2002 au Cameroun ». Le 6 août 2002.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress18.pdf
- 5) Communiqué de presse concernant le résultat des élections municipales et législatives masarades du 30 juin 2002 au Cameroun dénoncées dès le début par la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme. le 3 juillet 2002.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress16.pdf

- 6) Mémoire de la L.C.D.H aux élites et aux dirigeants africains face aux peuples et à l'Histoire. L'Afrique malade de la démocratie sans démocrate. Quel diagnostic ? quelle thérapeutique ? Le 23 mai 2002.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress14.pdf
- 7) Communiqué de presse de la L.C.D.H. concernant les élections mascarades (municipales et législatives du 23 juin 2002) en perspective au Cameroun. Le 10 mai 2002. http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_cpress13.pdf
- 8) Appel urgent de la LCDH après les élections truquées du régime de Paul BIYA – Mai 1992. http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_59.pdf
- 9) La Lettre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme concernant le communiqué de la LCDH sur les élections présidentielles truquées et ensanglantées d'octobre 1992 du 14 avril 1993, n°486.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_52.pdf
- 10) Communication de la LCDH dénonçant la corruption pour le truquage des élections présidentielles au Cameroun par la Caisse Française de Développement. Journal du « Canard Enchaîné » du 27 janvier 1993.
http://africa.smol.org/docs/lcdh/lcdh_54.pdf

C'est ainsi que, pour ce qui est de Bruxelles, tu trouveras ci-joint la contribution que la L.C.D.H. produit pour la circonstance, en espérant que les participants seront de qualité pour la mise sur pied de ce qu'ils souhaitent véritablement, disons, « ALLER EN GUERRE », c'est-à-dire, construire un Cameroun de liberté pour tous ses enfants.

Je dois être à Ouagadougou pour le Congrès de l'U.I.D.H. dès le 11 décembre et ne pourrai stationner plus longtemps à Bruxelles après la soirée du 09 décembre où toutes nos conclusions des échanges auront été tirées pour la suite de nos actions désormais concertées.

Encore une fois, bon courage à tous.

Professeur Kapet de BANA,
Président de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme,
Coordinateur international du Conseil Mondial de la Diaspora Panafricaine.

P.S. : je me proposai de te suggérer de venir avec moi au Congrès de l'U.I.D.H. à Ouagadougou . Ci-joint l'exposé au Colloque de Ouagadougou qui se tiendra à la marge du Congrès qui est très important pour la Ligue Camerounaise car le thème principal porte sur la démocratie en Afrique, vu par l'U.I.D.H.

SECRETARIAT DE LA DELEGATION DU COMITE DIRECTEUR EN FRANCE
85, boulevard Saint – Michel - 75005 – PARIS
tél/fax : (+33) 143.258.050.
site Internet : <http://africa.smol.org> mail : africa@smol.org

**CAMPAGNE INTERNATIONALE D'ACTION POUR LA
DEMOCRATIE AU CAMEROUN**

**MANIFESTE DU COLLECTIF DES ORGANISATIONS
DÉMOCRATIQUES ET PATRIOTIQUES DE LA DIASPORA
CAMEROUNAISE (C.O.D.E) A LA " COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE ".**

**LE CAMEROUN ,
UN PAYS AU BORD DE
L'ECLATEMENT :**

**AGIR MAINTENANT POUR
PREVENIR LE PIRE !**

**Bruxelles, le 10 Décembre 2003
A l'occasion de la Journée Internationale des Droits Humains.**

Le Cameroun, notre pays, connaîtra en 2004, la neuvième élection présidentielle depuis 1960, date de son accession à la " souveraineté internationale " et la troisième depuis le retour au multipartisme officiel en 1990.

A la veille de cette échéance politique majeure, et se saisissant de l'occasion offerte par la célébration dans le monde entier, de la Journée Internationale des Droits Humains, des Organisations démocratiques et patriotiques de la Diaspora Camerounaise tiennent à attirer l'attention sur l'accumulation croissante de facteurs objectifs qui, aujourd'hui, menacent ce pays d'Afrique Centrale d'une implosion certaine.

I- La gravité de la situation

A. Un demi-siècle de mascarade, de répression et de pronunciamientos électoraux

Le Cameroun est à l'image de beaucoup d'États africains, un Etat néocolonial exsangue et extraverti dont le destin a basculé au milieu de la décennie 50, lorsque les colonisateurs français décidèrent de l'interdiction de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), symbole de la lutte du Peuple camerounais pour son indépendance totale et sa liberté.

La dictature néo-coloniale au pouvoir, née dans la violence, s'est par la suite développée et consolidée par la banalisation de la force et la répression permanente de toute aspiration populaire à la liberté et à la démocratie.

Après l'imposition du parti unique en 1966, les " élections " organisées par le régime de Ahmadou Ahidjo ne seront qu'une comédie visant à plébisciter le " père de la nation " à 99,99% et à donner ainsi l'illusion que le pouvoir jouit d'une base populaire incontestable. Ce cirque électoral sera renouvelé tous les cinq ans jusqu'en 1992, aussi bien sous le président Ahidjo que sous Paul Biya, son successeur, avec comme seul candidat en lice, le chef de l'Etat au pouvoir !

En 1970, notre compatriote Abel Eyinga annonce son intention d'être candidat à l'élection présidentielle de cette année-là ! Il est aussitôt condamné par contumace à de lourdes peines pour " *subversion et atteinte à la sûreté de l'Etat* ".

Et Ahmadou Ahidjo se fera un plébiscite. Paul Biya arrivé au pouvoir en 1982, organisera lui aussi des plébiscites à répétition jusqu'à ce que le soulèvement populaire lui impose, en 1990, le multipartisme et les premières élections pluralistes en 1992 !

B. Rappel des conditions d'organisation des élections en général et des élections présidentielles depuis 1992.

En mars 1992, sont organisées les premières élections législatives de l'ère du multipartisme retrouvé. L'absence des conditions de transparence du scrutin amène une partie de l'opposition à le boycotter. Le parti présidentiel est malgré tout laminé, mais use de subterfuges divers pour se construire une majorité à la Pyrrhus.

En Octobre 1992 a lieu la toute première élection présidentielle pluripartiste. Le pouvoir de Paul Biya, se voyant perdant, devant la détermination et la mobilisation populaires, pour le renversement de son régime néo-colonial, procédera à un tripatouillage constitutionnel et imposera une élection présidentielle à un tour.

Malgré les fraudes massives, organisées par le Ministère de l'Administration Territoriale, John Fru NDI, le candidat de l'Union pour le Changement, une coalition de partis d'opposition et d'associations démocratiques, est sorti largement vainqueur du scrutin. Mais le Ministère de l'Intérieur a proclamé Biya gagnant, malgré les protestations des observateurs internationaux et du peuple camerounais.

Le **National Democratic Institute** (NDI), Organisation ayant observé ces élections, dira au sujet de cette présidentielle d'octobre 2002, qu'elle a été "*entachée de toutes les formes de fraudes inimaginables*". Le hold-up électoral sera entériné par la Cour Suprême qui reconnaîtra pourtant que "*certes il y a eu des bourrages d'urnes, des intimidations, des obstructions au vote, des falsifications de procès verbaux, etc., mais la loi électorale ne permet pas à la Cour d'annuler l'élection*" !!!!

En 1997, l'élection présidentielle est boycottée par l'opposition significative pour défaut de transparence et Paul Biya se fera " élire "avec un très faible taux de participation.

Devant les revendications des forces politiques d'opposition, du mouvement pro-démocratique, des religieux et des organisations internationales pour des " conditions d'élections transparentes ", le pouvoir illégitime a consenti à mettre sur pied un organisme hermaphrodite et équivoque appelé **l'Observatoire National des Elections** sensé " garantir une meilleure transparence des opérations électorales ".

C. L'Observatoire National des Elections (ONEL) : une vaste escroquerie politique !!

En lieu et place d'un Organe Indépendant chargé d'organiser toutes les opérations électorales depuis les inscriptions sur les listes électorales jusqu'à la publication des résultats, comme revendiqué par les forces politiques, sociales et morales, le gouvernement a mis sur pied l'ONEL.

Tous les membres de cet organisme sont nommés par le pouvoir en place et sont pour la plupart, des militants de l'ancien parti unique, le RDPC. Qu'attendre d'un tel organisme ? Un membre de l'ONEL s'est d'ailleurs largement répandu dans les journaux camerounais ces dernières semaines pour dire son souhait de " voir Paul Biya être élu en 2004 " !!!

La partialité de l'ONEL et son inféodation au parti au pouvoir ont été clairement montrées, à ceux qui doutaient encore de son manque d'impartialité, à l'occasion du double scrutin législatif et municipal du 30 juin 2002 dont l'ampleur des fraudes a dépassé tout ce qui avait été inventé en la matière jusque là.

D. Le double scrutin législatif et municipal du 30 Juin 2002 ou l'apothéose de la répression électorale.

Cette compétition électorale constituait le " baptême de feu " de l'Observatoire National des Elections et faisait l'objet d'une attention particulière de la part de ceux qui disaient " vouloir juger l'ONEL à l'œuvre ". Or à quoi avons-nous assisté ? "*A des irrégularités et fraudes généralisées et multifformes portant sur les inscriptions sélectives sur les listes électorales, la distribution chaotique et orientée des cartes d'électeur, la chartérisation des électeurs ambulants et leur transport de bureau en bureau pour voter plusieurs fois, l'utilisation des milices privées pour des votes multiples, la multiplication des bureaux de votes fictifs, la tribalisation de la géographie électorale, etc....*" (Lire la déclaration de six partis de l'opposition à la suite du scrutin du 30 juin 2002) !

Le Cardinal Christian Tumi, Archevêque de Douala, va dans le même sens pour condamner que "*(...) Lors des législatives, les inscriptions (sur les listes électorales) aient été sélectives. À Douala, par exemple, une centaine de séminaristes ont été exclus du vote, parce que le pouvoir était - et reste - convaincu que l'Église est son ennemi numéro un*" (Jeune Afrique l'Intelligent du 12 au 18 octobre 2003).

Lors de ces élections, l'ONEL s'est mis aux cotés des autorités administratives pour organiser la victoire du parti Etat au pouvoir. Et rien ne nous permet aujourd'hui de prédire que ce ne sera pas le cas lors de l'élection présidentielle prévue dans le courant de l'année 2004.

E. Election présidentielle de 2004 ou la lente marche vers un inéluctable chaos.

Le gouvernement s'active frénétiquement pour un autre mandat au candidat du RDPC. Cette échéance se prépare dans les mêmes conditions que les précédentes: obstruction à l'inscription sur les listes électorales, inscriptions sélectives des électeurs, intimidations des forces politiques et des populations, etc...

De 1992 à 2003, les conditions d'organisation des élections au Cameroun ont empiré. Nous avons assisté, depuis le retour au multipartisme en 1990, à un gradient croissant de fraudes généralisées d'une élection à une autre. Et l'ONEL, structure politico-administrative, constituée en majorité de militants du Parti-Etat RDPC, a plutôt perfectionné le système de fraudes, au profit du parti au pouvoir, comme nous l'a montré le double scrutin du 30 juin 2002.

A la détermination du pouvoir à se maintenir à travers un simulacre d'élection ou un hold-up électoral à ciel ouvert, s'oppose, aujourd'hui plus qu'hier, la témérité de l'ensemble des forces démocratiques et patriotiques, unis derrière le peuple camerounais, à ne plus se laisser gouverner par des dirigeants de fait et sans légitimité !

Si des conditions d'honnêteté, d'équité et de transparence ne sont pas garanties pour la présidentielle de 2004, il est fortement à craindre des perspectives incertaines pour notre pays, déjà fortement secoué par un environnement politique, social, médiatique et civil tendu à l'extrême, et qui ne demande qu'à être apaisé !

II – Un environnement politique, social, médiatique et civil extrêmement délétère.

Au vu et au su de toute la communauté internationale, le Cameroun accumule chaque jour qui passe des facteurs aggravant d'un pays à la dérive et qui se dirige tout droit vers le chaos généralisé.

A - La " question anglophone " : une bombe qui peut exploser à tout moment.

Le Cameroun était jusqu'au 20 mai 1972, un Etat fédéral avec deux Etats fédérés : un Cameroun oriental et un autre occidental dont la coexistence était codifiée par les " accords de Foumban ". Le 20 Mai 1972, à l'issue d'une mascarade de référendum, A. Ahidjo proclame la fin de l'Etat fédéral et la naissance d'une République Unie. La gestion de l'Etat qui s'en suit, crée de nombreuses frustrations parmi nos frères et sœurs " anglophones ", qui, à la faveur du retour au pluralisme politique, vont s'exprimer dans le cadre des organisations comme la " Southern Cameroon's National Council " (SCNC). Ces organisations revendiquent, initialement, une plus grande participation de la communauté anglophone à la gestion des affaires, et le retour au fédéralisme. Mais l'indifférence du pouvoir de Mr Biya et la répression systématique dont les contestataires sont l'objet, vont pousser le SCNC à une radicalisation croissante de ses positions et à des revendications et manifestations sécessionnistes, clairement affichées. Et qui font craindre le pire !

Dans un rapport publié en Septembre 2003, suite à une mission de plusieurs jours au Cameroun, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme(F.I.D.H), tire déjà la sonnette d'alarme: *" Les assassinats, arrestations arbitraires, mauvais traitements, atteintes à la liberté d'opinion, d'expression, d'association et de manifestation(...) illustrent le fait que la question anglophone prend, au fil des ans, de plus en plus d'ampleur au Cameroun. Un journaliste confiait ainsi à la mission de la Fidh que, d'ici à peine 10 années, " tout le monde saura qu'il y a un problème sécessionniste au Cameroun, car chaque année la tension monte d'un cran ."*

Or, poursuit le rapport, " jamais depuis l'indépendance du pays, le Gouvernement camerounais n'a voulu prendre en compte les revendications anglophones. En témoigne l'absence, depuis tant d'années, du moindre cadre " ad hoc ", de conférence quelconque pour examiner cette question et confronter les positions. Dans ce climat particulier, exacerbé encore par l'imminence d'un scrutin présidentiel, le pire est malheureusement à craindre. Et ce pire, pour la Fidh, ce serait à nouveau des morts en silence. !!

B – Sentiments de marginalisation et la poussée des revendications régionalistes : exclusions et menaces d'explosion.

Le développement sans cesse croissant de la misère dans le pays, consécutif à la gestion chaotique du régime au pouvoir, a fait naître une kyrielle de revendications régionalistes qui se politisent et se radicalisent au fil des jours.

Le cas le plus inquiétant est celui des trois provinces septentrionales du pays dont des élites locales, opposées au régime, surfent dangereusement sur l'exclusion et la misère réelles que vivent les populations de cette partie du pays, pour bâtir un projet politique particulariste. Elles menacent ouvertement de recourir à "**l'insurrection pour mettre fin à la colonisation et la marginalisation du grand Nord**". La mobilisation des populations autour de ces concepts identitaires, la radicalisation du mouvement et sa rapide popularisation font du " Grand nord ", un terreau fertile à toute sorte d'aventure. Et ce n'est pas tout !

Les élites de la province de l'Est énoncent, elles aussi, dans un mémorandum au vitriol, la marginalisation, l'exploitation et l'exclusion dont est victime la province, du fait du pouvoir RDPC.

C - La constitution du 18 janvier 1996 : la boîte de pandore

La Loi fondamentale en vigueur depuis janvier 1996 catégorise les citoyens camerounais en « **autochtones** » et « **allogènes** ». Les premiers ayant des droits politiques et " ancestraux " dont sont constitutionnellement privés les seconds. Ces dispositions, au parfum d'apartheid, et qui consacrent le " tribalisme d'Etat ", donnent à certaines communautés nationales, un sentiment de malaise et d'exclusion, qui n'a que renforcé les dynamiques de regroupements identitaires déjà en cours.

Les analystes politiques ne manquent pas, d'ailleurs, de comparer ces notions d'« autochtones » et d'« allogènes », au concept identitaire " d'ivoirité ", avec tout ce qu'il a pu sécréter comme fracture nationale, affrontements et instabilité en Côte d'Ivoire. En des termes très tranchés, le philosophe et écrivain Sindjoun Pokam met en garde : "***L'ivoirité a conduit le peuple de Côte d'Ivoire dans les affres de la guerre civile. Comment appliquer la constitution proclamée le 18 janvier 1996 sans plonger le Cameroun dans l'enfer de la guerre civile ? Comment nos juristes constitutionnels, nos anthropologues politiques, nos sociologues, nos historiens et nos linguistes ont-ils pu introduire dans la Loi fondamentale des concepts aussi belliqueux, que les concepts de minorité, d'autochtone et d'allogène qui ruinent la belle figure historique et politique du citoyen ? Ont-ils oublié la portée belliqueuse, la dimension d'exclusion, d'intolérance et d'esprit de guerre civile que ces concepts introduisent dans le corps de la Nation camerounaise ?***".(Lire Sindjoun Pokam, « où va le Cameroun », journal le messager électronique du 13 Juin 2003).

Pouvons-nous rester insensibles à ce questionnement fondamental, surtout avec la création des milices qu'alimente le pouvoir ?

D – Le développement des milices tribales au service du régime : le Rwanda n'est pas loin !

Pour tenter de contrer l'insurrection populaire des années 1990, qui a marqué le retour au multipartisme, le pouvoir de Paul Biya a créé des milices tribales, et autres groupes d'autodéfense, fortement armés, pour tenter de sauver son régime impopulaire. Ces milices, qui ont semé la terreur et la mort sur les campus universitaires et dans les quartiers de la capitale, s'attaquaient systématiquement aux membres de certaines communautés, soupçonnées proches de l'opposition.

Ces milices, de véritables tontons macoutes, n'ont jamais été démantelées. Ces miliciens, chauffés à blanc par les idéologues du pouvoir, sont déjà passés à l'action pendant et après la présidentielle d'octobre 1992 en pillant, brûlant et confisquant les biens des "allogènes" soupçonnés d'être "proches de l'opposition" et en les chassant de leurs propriétés. Ces milices tribales sont grassement financées par le pouvoir, et réactivées, à la veille de chaque consultation électorale, pour traquer et intimider les militants de l'opposition afin de les empêcher de se rendre aux urnes. Certaines sont même déjà à pied d'œuvre. C'est le cas des jeunes de la "Presby" et de la "Jacaby" qui prennent leurs ordres directement au palais présidentiel.

En plus de ces milices privées, les recrutements massifs dans les organes de répression de l'Etat et la restructuration de ces derniers, auxquels se livre le régime néo-colonial depuis quelques mois, laisse objectivement penser que le régime est clairement engagé dans la préparation systématique d'une guerre civile que rien ne semble plus pouvoir arrêter.

La présidentielle de l'an prochain et la détermination qui caractérise les forces du changement, laissent présager un affrontement à ciel ouvert entre ces milices instrumentalisées et notre peuple.

E – Graves atteintes aux Droits de l'Homme et impunité institutionnalisée .

Les rapports des Organisations Nationales et Internationales de Défense des Droits Humains ne cessent d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les graves atteintes aux Droits de la personne, la systématisation de la torture dans les services de répression du gouvernement et l'impunité dont jouissent les auteurs de ces délits.

Le cas le plus patent est celui de neuf jeunes Camerounais, enlevés courant 2000 à leur domicile, par le "Commandement Opérationnel". Ils sont torturés, assassinés et leurs « corps dissous dans de l'acide ». Les enquêtes ont clairement identifié les coupables et les commanditaires qui, à la suite d'un simulacre de procès, ont été remis en liberté !

Et comme il a été noté ailleurs, la pratique de l'impunité institutionnalisée favorise le développement de la justice populaire et les exactions dont elle est porteuse.

F – Accès sélectif aux ondes et entraves à la liberté d'expression.

La répression qui frappe les milieux associatifs et politiques n'épargne guère la presse.

Les journaux et les journalistes continuent de subir le harcèlement du gouvernement Biya : arrestations et séquestration de journalistes, saisie de journaux indépendants dans les kiosques, intimidations, bastonnades, tortures et emprisonnement.

La libéralisation de l’audiovisuel, quoiqu’autorisée par le parlement camerounais, est toujours une fiction. Le pouvoir dénie systématiquement, toute autorisation d’émettre à ceux des camerounais qui refusent de chanter ses louanges ou de le couvrir de dithyrambes. Les cas les plus flagrants sont ceux de la « Radio Freedom FM » de Puis Njawe et de la « Radio Veritas » du Cardinal Christian Tumi, qui sont réduites au silence par le régime autocratique.

III – Indifférence, mépris, arrogance, répression et refus du dialogue politique et social : le seul vrai langage du pouvoir dictatorial.

Le blocage et le pourrissement politiques, que nous venons de décrire, sont exacerbés et aggravés par un lourd déficit de dialogue et de concertation entre le régime et les forces politiques et sociales. La répression, le mépris et l’arrogance sont les seules réponses du régime aux revendications politiques et sociales. Le chef de l’Etat est le seul maître du calendrier politique. L’opposition et la société civile n’ont pas de mot à dire.

La Conférence Tripartite (gouvernement- opposition- société civile) convoquée en novembre 1991 par le pouvoir, pour contourner la revendication populaire d’une Conférence Nationale Souveraine, s’est révélée au bout du compte être un vaste marché de dupes, une grosse escroquerie politique et une manœuvre politicienne, visant simplement à faire relâcher la pression populaire sur le régime dictatorial, alors étranglé par 6 mois de grèves générales.

Les frustrations et les tensions politiques et sociales sont si fortes dans notre pays que la nécessité d’un dialogue politique et social entre toutes les forces vives de la nation est incontournable, afin que les acteurs politiques, sociaux et culturels se parlent, exorcissent les maux qui minent la société camerounaise, brisent le mur de méfiance entre les communautés culturelles et les entités sociologiques, et redéfinissent un nouveau consensus national basé sur la confiance mutuelle, la justice et l’égalité.

Car, comme le note la FIDH en Octobre 2003, dans un rapport très pessimiste sur le Cameroun, "*les lignes de fractures sont multiples dans le pays : entre le Nord et le Sud, entre chrétiens et musulmans, entre provinces francophones et anglophones. Pis, elles sont même encouragées par le Pouvoir en place qui, dans le souci de s’assurer des fidélités, se livre à une dangereuse politique d’ethnisation de la société Camerounaise*". Et la FIDH d’avertir : "*l’analyse de la situation du Cameroun d’aujourd’hui fait penser à celle du Zaïre du maréchal Mobutu. (...) Il semble que le pouvoir répète les mêmes erreurs, faisant craindre un éclatement du pays*".

IV - Les armes de guerre en circulation et en vente libres dans la sous région.

Le Cameroun est au centre d’une région très instable qui a connu et connaît encore de nombreux conflits armés : la rébellion touarègue au Niger (séparé du Cameroun seulement par le Lac Tchad), la rébellion tchadienne, la rébellion au Congo Brazzaville (juste au Sud du Cameroun), la guerre civile en République Démocratique du Congo, les mutineries successives en Centrafrique.

Tous ces conflits ont libéré dans la nature des armes de guerre les plus sophistiquées, qui se trouvent désormais en vente libre, à la portée de tous, au prix de quelques dizaines de dollars.

L’heure est grave, il faut faire quelque chose !

V –La nécessité d'une diplomatie préventive ou comment éviter le pire...

Il n'y a pas de fatalité de guerre en Afrique, pas plus qu'ailleurs. La paix et la guerre se construisent. Il n'y a ni peuple de guerre ni peuple de paix. La guerre survient parce qu'on a construit les conditions de la guerre et la paix s'instaure parce que les esprits sont apaisés. Le Cardinal Christian Tumi ne dit pas autre chose : " **je ne veux pas la guerre, je veux la prévention de la guerre, car ses ingrédients au Cameroun ne font que s'accumuler. Toute guerre est un échec politique. Sans la paix à l'intérieur de l'homme une guerre se prépare (...)** La vraie paix est plus qu'une absence de guerre. Beaucoup de Camerounais ne sont pas en paix, à cause des injustices multiples dont ils souffrent. "(Lire, « Le Cardinal Tumi ferme la bouche du MINCOM », Journal Mutations, du 18/09/2003).

Nous sommes nous aussi contre la guerre, car elle ne cause que la mort et la désolation. C'est pourquoi nous pensons qu'il est encore possible de faire échec à la guerre civile et au chaos que le régime dictatorial de Monsieur Biya prépare au Cameroun, par les mesures politiques minimales suivantes:

1. **l'Organisation d'un Dialogue National entre toutes les forces vives et toutes les communautés représentatives de la Nation, afin de réconcilier les Camerounais et les Camerounaises entre eux/elles ;** comme l'a recommandé Mr Seydou Elimane Diarra, Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies lors du double scrutin du 30 juin 2002.
2. **La révision de la Constitution, du 18 janvier 1996, pour en expurger les dispositions conflictuelles et attentatoires à l'unité et à la cohésion nationales.**
3. **L'adoption d'un code électoral démocratique excluant le Ministère de l'administration territoriale du processus électoral et reconnaissant un scrutin à deux tours, un nouveau découpage électoral plus juste, les candidatures indépendantes, le vote de tous les Camerounais y compris ceux de l'étranger en âge de voter.**
4. **La création d'une Commission Nationale Electorale Indépendante, garant de l'ensemble du processus électoral à commencer par l'organisation de la présidentielle de 2004.**
5. **L'organisation de la prochaine élection présidentielle sous surveillance internationale afin de garantir l'honnêteté des résultats.**
6. **Le démantèlement des milices tribales qui sèment la terreur avant, pendant et après chaque élection au Cameroun.**
7. **La libération sans condition de tous les prisonniers politiques du SCNC et la poursuite en justice de tous les tortionnaires du régime.**

Ces conditions minimales sont, aujourd'hui, largement partagées par l'ensemble des forces démocratiques et patriotiques du Cameroun, de toutes les sensibilités et toutes les obédiences, y compris par " l'aile modérée " du régime au pouvoir. **Et elles sont de nature à décrier le climat politique, à relancer la transition démocratique et à prévenir l'embrasement généralisé de cette poudrière qu'est devenu le Cameroun sous Paul Biya.** Car comme le remarque si bien la FIDH dans son rapport d'octobre 2003, « **toutes les conditions pour arriver à un scénario d'implosion à la zaïroise, y compris la grande misère matérielle de la population, sont là !** » .

VI – Les responsabilités de la « Communauté internationale » : éviter de jouer le médecin après la mort.

Le droit des Peuples à disposer d'eux mêmes, est un droit inaliénable prévu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des peuples. Et notre peuple en a été privé, depuis un demi siècle, avec la complicité de certains pays de l'Union Européenne.

Le peuple camerounais veut aujourd'hui disposer de lui-même, en choisissant librement ses gouvernants. Sa diaspora, que nous représentons en ces lieux, veut et doit prendre part à ce processus.

La plupart des conflits armés qui ont éclaté sur le continent africain, ont eu des causes politiques .

La passivité et l'attentisme de la « communauté internationale » l'ont souvent conduite à courir après les événements, pour « condamner toute tentative de renversement de l'ordre constitutionnel dans tel ou tel pays », ou pour appeler les belligérants à un cessez le feu immédiat », etc.

Il est impératif que l'ensemble de la communauté internationale progressiste et des organisations internationales de défense des Peuples, apportent leur soutien à notre Campagne pour des élections véritablement libres et démocratiques au Cameroun.

Car la tentation insurrectionnelle reste le seul recours à tout peuple opprimé, exploité et paupérisé, qui ne peut librement choisir ses dirigeants !

VII- En guise de conclusion

Au moment où la « communauté internationale » s'active à ramener la paix dans certains pays du continent, déchirés par des guerres civiles (qu'on a vues venir, sans rien faire), elle devrait être particulièrement attentive sur l'accumulation de conditions objectives, qui font que la poudrière Cameroun peut exploser à tout moment.

Le Cameroun est le moteur économique de l'Afrique Centrale. Sa déstabilisation entraînera inévitablement l'asphyxie des pays voisins dont, l'économie dépend.

Agir aujourd'hui pour prévenir le pire, tel devrait être notre credo à tous !

Et agir aujourd'hui, c'est éviter que cette crainte de l'archevêque de Douala, le Cardinal Christian Tumi, ne devienne réalité : **« la première cause de guerre civile au Cameroun sera les élections intentionnellement mal organisées » !!**

Ont signé :

1. Pour le **Conseil National pour la Résistance / Mouvement Um Nyobiste (CNR-MUN)** ;Hambourg, Allemagne.

TENE SOP Guillaume

Porte parole.

2. Pour la **Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme**; Paris, France.

Professeur **KAPET De Bana**, président.

Ancien membre de la délégation camerounaise à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la réunification et l'indépendance du Cameroun.

3. Pour la **Ligue Belgo-Africaine pour le Rétablissement des Libertés en Afrique** (LIBERAL), Bruxelles- Belgique.

NGAKAM Guy Simon

Président.

4. Pour **Action Citoyenne**, France

YAMGA TIENCHEU Paul

Président.

5. **Mme Epanya Augusta**, Personne ressource invitée .

Militante nationaliste, Ancienne dirigeante de l'UNEK, Paris - France.

6. Me **Momo** Jean Dieu, Avocat. Personne ressource invitée.

Président Association pour la Protection des Consommateurs et de l'Environnement, Douala- Cameroun.

Avec la participation et la solidarité de :

1 - l' UPC fidèle et combattante (Sections France et Benelux)

Titti Dingong

Silienou Charles.

2 - Dr Abel EYINGA

Président de la **NATIONALE**, Ebolowa ,Cameroun.

3 - MDI /Belgique

Tchangue Marcel

Wandji Léopold

CAMPAGNE INTERNATIONALE D'ACTION POUR LA DEMOCRATIE AU CAMEROUN.

Bruxelles, 09 et 10 décembre 2003.

Déclaration de Bruxelles

A l'invitation du **Conseil National de la Résistance / Mouvement Um Nyobiste (CNR / MUN)**, de la **Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme (LCDH)** et de la **Ligue Belgo-africaine pour le Rétablissement des Libertés fondamentales en Afrique (LIBERAL)**, des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora camerounaise, se sont réunies, les 09 et 10 décembre 2003 à Bruxelles (Belgique), dans le prolongement de la campagne internationale d'action pour la démocratie au Cameroun, lancée lors Forum International pour la Démocratie au Cameroun, tenu à Hambourg (Allemagne) ,du 15 au 17 août 2003.

Le thème de la campagne a porté sur le thème:« **La Diaspora et la Lutte pour la liberté et la Démocratie au Cameroun hier, aujourd'hui et demain: Quelle(s) contribution(s) pour l'avènement d'un Etat démocratique et le changement politique en 2004 au Cameroun** » ?

Les débats qui ont été très fructueux, ont été axés principalement sur l'élection présidentielle de 2004 et les risques d'embrasement qu'elle comporte, et sur les responsabilités de la Diaspora patriotique à ce tournant historique pour le Cameroun. En outre, un Mémoire adressé à la «communauté internationale», a été déposé au siège de la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles et une manifestation de protestation a eu lieu devant la représentation diplomatique du Cameroun, fermée pour la circonstance. A la suite des activités ayant sanctionné la Campagne de Bruxelles, les Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora ont pris un certain nombre de résolutions.

I- De l'élection présidentielle de 2004 et des risques réels d'embrasement.

Les participants à cette rencontre historique ont noté que :

- Depuis près d'un demi-siècle, le peuple camerounais n'a jamais eu l'occasion de se choisir librement ses dirigeants et subit de fait, le diktat et la tyrannie de gouvernements illégitimes et impopulaires ;
- Toutes les consultations électorales organisées depuis le retour au multipartisme officiel en 1990, ont connu un gradient croissant de fraudes qui ont atteint leur apothéose lors du double scrutin législatif et municipal du 30 juin 2002, organisé par l'Office National des Elections(ONEL).
- La diaspora reste volontairement écartée de la vie politique nationale et privée du droit de vote en violation flagrante de la constitution camerounaise qui proclame « l'égalité de tous les citoyens ».

- Que l'élection de 2004 se prépare dans les mêmes conditions de confusion et de fraudes que les précédentes et que le régime autocratique de Paul Biya, reste obstinément sourd à la revendication populaire d'une **Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)**, **pouvant garantir l'honnêteté du scrutin**;
- Que les lignes de fractures internes, et la montée vertigineuse des revendications régionalistes et identitaires menacent, aujourd'hui plus qu'hier, le Cameroun d'une inéluctable implosion ;
- La présidentielle de 2004 marque un tournant décisif pour notre pays et est potentiellement « conflagrante », car devant de l'entêtement du régime dictatorial à se maintenir au pouvoir à tout prix, s'oppose la farouche détermination des masses et des forces populaires à ne plus se laisser diriger par un régime chaotique.

II- Du mémorandum à la Communauté internationale.

Devant l'accumulation croissante des facteurs objectifs rapprochant, chaque jour qui passe, le Cameroun vers une quasi-inévitable guerre civile, les Organisations Patriotiques de la Diaspora ont tenu à déposer un Mémorandum auprès de la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles. Dans ce document historique, il est rappelé le droit inaliénable pour chaque peuple de disposer de lui-même, et la privation dont a été victime le peuple camerounais, depuis un demi siècle.

Le Manifeste de Bruxelles, rappelle également que la plupart des conflits armés qui ont éclaté sur le continent africain, ont eu des causes politiques, que la passivité et l'attentisme de la « communauté internationale » ont encouragées et appelle les amis du Cameroun à soutenir la lutte du peuple camerounais pour des élections véritablement libres et démocratiques au Cameroun en 2004, plutôt que de « **jouer le médecin après la mort** », lorsque notre pays aura définitivement sombré dans l'irréparable.

III- De la responsabilité Historique de la Diaspora patriotique du Cameroun.

La rencontre de Bruxelles a particulièrement insisté sur le rôle précurseur et libérateur que la Diaspora des peuples opprimés du monde entier a joué, dans l'histoire des peuples et des nations, dans le processus de libération de leur pays de l'occupation étrangère, de l'oppression ou de la tyrannie.

Les participants ont rendu un vibrant hommage au combat avant-gardiste mené par des étudiants regroupés au sein de l'Union Nationale des Etudiants Kamerunais (UNEK), et d'autres militants nationalistes Camerounais en exil, dans la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme dans notre pays ; avant de proclamer que la diaspora patriotique du Cameroun ne saurait, aujourd'hui, que

notre pays est l'otage d'une horde d'apatrides, ramer à contre courant de l'histoire des peuples et de l'humanité.

Les Participants à la rencontre de Bruxelles se sont, en conséquence, engagés à travailler à une large mobilisation des forces Patriotiques et démocratiques de la Diaspora camerounaise, de tous les coins du monde d'entier, afin qu'elles conjuguent leurs efforts pour mettre fin à l'humiliation, à l'exploitation, à la paupérisation et à l'oppression dont est victime le peuple camerounais, en chassant la clique d'imposteurs néo-coloniaux qui ont pris le Cameroun en otage depuis 50 ans.

Pour marquer leur détermination, les participants à la rencontre de Bruxelles, ont mis sur pied un Comité de Suivi, chargé non seulement de la popularisation du Manifeste de Bruxelles dans les cercles internationaux, mais aussi d'œuvrer à la constitution d'un large front de la diaspora patriotique.

IV- Le Comité de suivi de la Rencontre de Bruxelles

La constitution du comité a été élargie à toutes les organisations, personnalités et représentants de partis politiques présents à la rencontre de Bruxelles.

Il est composé ainsi qu'il suit :

- **Mme Augusta Epanya**, Militante Nationaliste, ancienne dirigeante de l'UNEK, personnalité ressource invitée, Paris, France.
- **Pr Kapet De Bana**, Président de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme, Paris, France. Ancien membre de la délégation camerounaise à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la réunification et l'indépendance du Cameroun.
- **Tene Sop Guillaume**, Porte Parole du Conseil National pour la Résistance / Mouvement Um Nyobiste, (CNR / MUN), Allemagne.
- **Yanga Tientcheu Paul**, Président de Action Citoyenne, France.
- **Seumo Hugues**, Secrétaire Général de La Ligue Belgo-Africaine pour le Rétablissement des Libertés fondamentales en Afrique (LIBERAL), Belgique.
- **Titti Dingong**, Président UPC, fidèle et combattante, Paris France.
- **NKONGHO Félix**, Représentant du SCNC, à Bruxelles, Belgique.
- **Tchangue Marcel**, MDI / Belgique
- **Me MOMO Jean Dieu**, personnalité ressource invitée à la rencontre de Bruxelles, président de l'Association pour la Protection des Consommateurs et de l'Environnement (APPROCE), a été fait **Délégué de la Diaspora patriotique** auprès des forces politiques, sociales et morales de l'intérieur, afin de créer une synergie active et permanente entre les actions internes et les initiatives de la Diaspora, en vue du salut national.

V- De la Marche de Protestation sur l'ambassade du Cameroun

Des dispositions légales avaient été prises par le Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora (C.O.D.E) pour une manifestation pacifique devant l'Ambassade du Cameroun à Bruxelles.

Après avoir essayé, en vain, de corrompre les organisateurs pour que la Manifestation soit annulée et après avoir échoué dans sa tentative de faire interdire la protestation par la police belge, Mme L'ambassadrice n'a pas trouvé mieux à faire que de prendre honteusement la fuite, avec l'ensemble de son personnel, en fermant purement et simplement, la représentation diplomatique pendant 24 heures, pour essayer de faire échec à la manifestation du C.O.D.E. Peine perdue !

Les patriotes qui ont répondu nombreux à l'appel de ce 10 décembre, ont été surpris de lire à l'entrée de l'Ambassade du Cameroun ,à Bruxelles, un tract indiquant que « **pour des raisons de travaux, l'Ambassade du Cameroun à Bruxelles sera fermée toute la journée du 10 décembre 2003** » !

Une telle attitude des autorités camerounaises démontre à suffisance que Monsieur Biya et sa clique d'imposteurs ne sont pas prêts à écouter un autre langage que celui de la force, et œuvrent chaque jour un peu plus, pour pousser les camerounais vers cette option extrême, comme seule bouée de sauvetage !

VI- Des Résolutions.

Au vu de tout ce qui précède,

Nous, **Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise** et personnalités invitées ;

Réunies à Bruxelles les 09 et 10 décembre 2003,dans le cadre de la Campagne Internationale d'Action pour la Démocratie au Cameroun:

1. **Proclamons solennellement notre entière disponibilité et notre ferme engagement à nous mettre au chevet de la mère patrie, malade de tant d'années de crimes politiques et économiques, et à œuvrer par tous les moyens, à la remettre debout et à restaurer son image défigurée ;**
2. **Condamnons fermement la fuite en avant et le ponce-pilatisme de l'Ambassadrice du Cameroun à Bruxelles, qui a préféré fermer la représentation du Cameroun plutôt que d'accepter de recevoir des manifestants pacifiques;**
3. **Déclarons qu'aucune élection transparente et honnête n'est possible au Cameroun dans les conditions institutionnelles actuelles ;**
4. **Exigeons la réforme du code électoral et la mise sur pied rapide d'une Commission Electorale Nationale Indépendante pour l'organisation de l'élection présidentielle de 2004 ;**

5. **Proclamons** que toute élection organisée sans la participation de la diaspora Camerounaise et sans **Commission Electorale Nationale Indépendante** est nulle et non avenue;
6. **Mettons radicalement en garde** le régime de Paul Biya contre son entêtement à vouloir organiser une mascarade d'élection en 2004 pour confisquer le pouvoir et continuer son œuvre catastrophique de destruction nationale;
7. **Invitons instamment, la classe politique à tirer des leçons des expériences initiées depuis 1990 et lançons un vibrant appel** à l'ensemble des forces démocratiques de l'intérieur pour une démarche unitaire et populaire forte, afin d'imposer à Paul Biya des conditions d'une élection présidentielle transparente en 2004, plutôt qu'à privilégier des démarches sectaires et égoïstes, et des obsessions chimériques, qui fortifient le pouvoir impopulaire et renforcent son arrogance et son mépris face aux revendications des masses;
8. **Appelons** l'ensemble des forces Patriotiques de la Diaspora Camerounaise, éparpillée aux quatre coins du monde, à se retrouver à **Paris les 14 et 15 Février 2004** dans le cadre de la poursuite de la Campagne Internationale pour la Démocratie au Cameroun.
9. **Sommes prêtes** à nous mobiliser derrière le peuple Camerounais, pour chasser le régime néocolonial du pouvoir, si Mr Biya s'obstine à refuser les conditions d'une alternance démocratique ;
10. **Sollicitons le soutien actif et agissant**, de tous les vrais amis du Cameroun, et sur des bases saines, à la lutte du peuple Camerounais pour des élections libres et transparentes en 2004;
11. **Appelons** le pouvoir rétrograde à prendre la mesure de la gravité de la situation politique nationale résumée par le Cardinal Christian Tumi en ces termes peu optimistes : « la première cause de guerre civile au Cameroun sera les élections intentionnellement mal organisées » !
12. **Remercions** les Patriotes Abel Eyinga, Siméon Kuissu et le combattant Mboua Massock pour leurs contributions au succès de la rencontre.
13. **Saluons très chaleureusement** tous les patriotes, qui dans un élan nationaliste unique et historique, ont répondu massivement, présent, à l'Appel de Bruxelles ; et leur demandons, de rester mobilisés dans le cadre de la poursuite de la Campagne Internationale pour la Démocratie au Cameroun, à **Paris les 14 et 15 Février 2004**.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2003

Ont signé :

1. Pour le **Conseil National pour la Résistance / Mouvement Um Nyobiste (CNR-MUN)** ;Hambourg, Allemagne.

TENE SOP Guillaume

Porte parole.

2. Pour la **Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme**; Paris, France.

Professeur **KAPET De Bana**, président.

Ancien membre de la délégation camerounaise à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la réunification et l'indépendance du Cameroun en 1961.

3. Pour la **Ligue Belgo-Africaine pour le Rétablissement des Libertés en Afrique (LIBERAL)**, Bruxelles- Belgique.

Et pour le président,

Seumo Henri Bertin Secrétaire Général.

4. Pour **Action Citoyenne**, France

YAMGA TIENCHEU Paul - Président.

5. **Mme Epanya Augusta**, Personne ressource invitée .

Militante nationaliste, Ancienne dirigeante de l'UNEK, Paris - France.

6. Me **Momo** Jean Dieu, Avocat. Personne ressource invitée.

Président Association pour la Protection des Consommateurs
et de l'Environnement, Douala- Cameroun.

Avec la participation et la solidarité de :

1 - l' UPC fidèle et combattante (Sections France et Benelux)

Titti Dingong

Silienou Charles.

4 - MDI /Belgique

Tchangue Marcel

Wandja Léopold

5 – Comité Mondial pour la Diaspora Panafricaine, Paris ,France

Tokam Victor

Les Patriotes Camerounais lanceront à Bruxelles les bases du Haut Conseil International de la Diaspora Camerounaise
[Ottawa - Canada] (8/12/2003) [Modeste Mba Talla](#)

Les Patriotes Camerounais de la diaspora sont- ils enfin décidés? Bruxelles pourra donc en marge des manifestations politiques prévues du 9 au 10 décembre être le lieu des premiers échanges informels autour de la création future d'un Haut Conseil de la Diaspora. La réunion de Bruxelles devra selon le LCDH mettre sur pied un Comité provisoire chargé de réunir les moyens pour consacrer le « HAUT CONSEIL INTERNATIONAL représentatif de la DIASPORA CAMEROUNAISE », seul organisme crédible capable d'élaborer un APPEL et un MANIFESTE mobilisant la conscience nationale et internationale, la Communauté africaine et mondiale pour mener les actions qui seront conduite en vue de la bonne gouvernance démocratique transparente alternante au vrai sens du Droit originel « des Peuples à disposer d'eux-mêmes.»

Les Patriotes Camerounais de la diaspora sont- ils enfin décidés? Selon les précisions des associations organisatrices de la campagne internationale d'action pour les droits humains, les libertés et la démocratie au Cameroun, les deux jours de rencontre du 9 et 10 décembre devraient par la mise sur pied ne serait ce que symbolique du Haut Conseil International représentatif de la Diaspora camerounaise.

Selon la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme (LCDH) conduite par le Pr Kapet de Bana, il faudra lors de la rencontre de Bruxelles, changer de fusil d'épaule. D'autant plus qu'il sera dicté par le souci de pédagogie de l'Histoire politique et sociale du Cameroun. Ainsi, c'est face à cette réalité de terrain que la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme propose que les représentants des organisations de la diaspora se retrouve pour délibérer sur le changement démocratique et l'avènement d'un Etat de Droit au Cameroun.

La réunion de Bruxelles devra selon le LCDH mettre sur pied un Comité provisoire d'au moins 15 membres chargés de réunir les moyens pour consacrer le « HAUT CONSEIL INTERNATIONAL représentatif de la DIASPORA CAMEROUNAISE », seul organisme crédible capable d'élaborer un APPEL et un MANIFESTE mobilisant la conscience nationale et internationale, la Communauté africaine et mondiale pour mener les actions qui seront conduite « face aux peuples et à l'Histoire pour l'avènement de l'Etat de Droit en vue de la bonne gouvernance démocratique transparente alternante au vrai sens de « gouvernement du peuple pour le peuple par le peuple » et du Droit originel des Peuples à disposer d'eux-mêmes.»

Ce HAUT CONSEIL INTERNATIONAL DE LA DIASPORA CAMEROUNAISE, dont le siège social pourrait être à BRUXELLES, devrait être structuré autour d'une Assemblée générale (Instance suprême de délibérations et de recommandations)- une Coordination internationale (organe suprême de décision en application des recommandations de l'Assemblée générale) – un Secrétariat exécutif (organe d'exécution des décisions de la Coordination) et des Sections nationales (cellules de base dans chaque pays).

Cependant si la proposition de créer à Bruxelles un Haut Conseil Mondial de la Diaspora Camerounaise est non seulement emballant, mais excellente, certaines associations de la diaspora dont le CNR/MUN pense qu'il faudrait prendre du recul afin de se donner du temps pour contacter les personnes les plus représentatives de la Diaspora, afin de les convier à une rencontre où cet ambitieux et titanesque projet sera discuté. Tout ceci enfin d'éviter tout rafistolage, toute improvisation.

Bruxelles pourra donc en marge des manifestations politiques prévues du 9 au 10 décembre être le lieu des premiers échanges informels autour de la création future d'un Haut Conseil de la Diaspora. En outre les diverses organisations de la diaspora qui prendront part à la grande Messe de la lutte pour la démocratie et le changement au Cameroun s'entendent sur le fait que toutes les élections présidentielles et législatives qui seraient organisées sans la participation de la diaspora seront déclarées nulles et non avenues.

ICICemac

"Les Patriotes Camerounais à Bruxelles : Résumé de l'intervention du Pr. Kapet de Bana"

« C'est maintenant que le combat commence » furent les premières paroles qu'à prononcé le professeur Kapet de Bana en prenant la parole au séminaire qu'organisait les Camerounais de la diaspora ces 9 et 10 décembre 2003 dans la Capitale de l'union européenne : Bruxelles. Contrairement aux intervenants qui ont discoursés avant lui (5 au total), c'est debout malgré le poids de son âge, et avec beaucoup d'émotions que le doyen des réfugiés politiques camerounais (plus de 40 ans en exil) a pris la parole. « L'histoire c'est la science des traces, tous les débats doivent être publiés. » Le professeur Kapet de Bana, Membre de la délégation camerounaise à l'assemblée générale des nations unies pour la réunification et l'indépendance du Cameroun en avril 1961 et président de la ligue camerounaise des droits de l'homme sait de quoi il parle. Il a parlé de l'étudiant peureux qu'était Biya, des assassinats d'UM Nyobé, Ouandié, Moumié... de beaucoup d'autres ainsi que celui du Dr Ossendé Affana qui a donné le ton inspirant aujourd'hui les intellectuels courageux de la diaspora camerounaise... « il faut avoir peur de la peur » ; et d'ajouter : « cette dialectique doit habiter la jeunesse : peur de la peur ». Puis, haranguant l'auditoire avec un charisme démesuré, il accentua : « Vous dénoncez quoi ? vous dénoncez la corruption... Vous dénoncez quoi ? vous dénoncez les crimes et les violations des droits de l'homme... Vous dénoncez quoi ? Vous dénoncez l'« ethnisation » du pays et le tribalisme d'état... Vous dénoncez quoi ? vous dénoncez le néo-colonialisme... Vous dénoncez quoi ? vous dénoncez la mauvaise gouvernance... Vous dénoncez quoi ? vous dénoncez les mascarades électorales... » Pourri... aliénant... Choquant... furent autant de termes utilisés pour qualifier le système de gouvernance mis sur pied par monsieur Biya. Puis reprenant une attitude très sérieuse, il déclara à la foule : « Je ne combats plus pour moi, J'ai refusé des nominations ministérielles. Je combats pour vous ! Vous n'êtes plus au Cameroun ; mais vous n'êtes pas libre pour autant. Je vous passe la main... que vous vous libérez ! Car vous êtes des réfugiés. Même si vous êtes belges, même si vous êtes en quête d'autres nationalités. Vous êtes tous en exil et ensemble, nous nous prostituons spirituellement. » Après le diagnostique, il faut la thérapeutique. Ce n'est pas des idées qui manquent à cet homme de 65 ans : depuis la « monumentalisation » des grandes figures à la réconciliation nationale en passant par son opposition à un régime de plus de deux mandats, Le doyen des exilés est pour un Cameroun authentique libre politiquement et économiquement. De TUMI, il a dit qu'il était d'abord camerounais avant d'être chrétien et que celui là devrait d'abord répondre à l'appel du peuple. « On ne veut pas savoir quelle est sa religion ; que Tumi rentre à Rome s'il ne veut pas... ! » Le professeur qui vient de Dakar au congrès de la fédération internationale des droits de l'homme donc il est un membre montre qu'il n'est pas un opposant aveugle : il vient de s'interposer contre la vente aux enchères de la villa de l'ex-président du Cameroun donc il n'a pourtant jamais approuvé la politique qu'il menait. Pour lui, cette villa est un patrimoine du peuple camerounais tout comme la maison de Napoléon ou la villa du président De Gaulle à Londres l'est pour le peuple de France. Après ce soutien à madame Ahidjo, il lui a rappelé l'époque de la succession du locataire d'Etoudi avant de lui dire : « Biya est votre fils spirituel. » Le professeur Kapet de Bana qu'on ne présente plus est aussi membre de la fédération internationale des droits de l'homme auprès de la commission de l'OUA et de l'ONU, membre de l'association internationale des juristes et des avocats-experts-consultants en droits de l'homme même s'il a signé le mémorandum que la diaspora camerounaise a remis au siège du parlement européen le 10 décembre en tant que président de la ligue camerounaise des droits de l'homme, organisation participante au séminaire de Bruxelles qui restera à jamais une rencontre historique. Cette bibliothèque ambulante sera à Ouagadougou ce 14 décembre 2003 pour assister à un colloque du conseil mondial des diasporas panafricaines donc il est membre. Saura t-il alors que le séminaire de Bruxelles a occasionné un jour férié chômé et payé à la Camerounaise parmi le personnel consulaire le 10 décembre à cause de leur « peur » de la manif de la diaspora camerounaise en Belgique?

Betran KOMNANG Attaché de Presse (Pdt. A.C.)
Paru sur le site « icicemac.com »

Mobilisation à Bruxelles: « Partir comme Abdou Diouf ou partir comme Mobutu : Paul Biya doit choisir.... »

[Bruxelles - Belgique] (16/12/2003) [JOMBWE MOUDIKI](#)

La mobilisation des camerounais de la diaspora à Bruxelles, les 9 et 10 décembre 2003 aura été exceptionnelle. Les patriotes camerounais sont venus de toute l'Europe afin d'adresser un message fort à la communauté internationale quant aux risques d'implosion que court ce pays d'Afrique Centrale. Les organisations ont pris l'engagement de se tenir aux cotés du peuple camerounais pour obtenir en 2004 la fin du régime Biya. Elles ont convenu de la prochaine étape de cette caravane qui aura lieu à Paris les 14 et 15 février 2004

La mobilisation des camerounais de la diaspora à Bruxelles, capitale du Royaume de Belgique et de l'Union Européenne, les 9 et 10 décembre 2003 aura été exceptionnelle. A l'appel du Conseil National de la Résistance / Mouvement Um Nyobiste (CNR/MUN), de la Ligue Camerounaise des Droits d'Homme et de Ligue belgo-africaine pour le rétablissement en Afrique des libertés fondamentales (LIBERAL) les patriotes camerounais sont venus de toute l'Europe afin d'adresser un message fort à la communauté internationale quant aux risques d'implosion que court ce pays d'Afrique Centrale.

L'initiative en elle-même exceptionnelle car même si des organisations camerounaises existent à l'étranger c'est la première fois qu'elles se mettent ensemble pour s'exprimer d'une même voix sur la situation politique à l'intérieur du pays. Cette mobilisation qui est une étape de la vaste campagne internationale pour la démocratie au Cameroun initiée depuis le forum de Hambourg d'août 2003 par le Conseil National de la Résistance a connu la participation de diverses organisations, personnalités et citoyens camerounais vivant en Europe. On notait la présence remarquée de Madame Augusta Epanya, militante nationaliste ancienne dirigeante de l'Union nationale des Etudiants Kamerounais (UNEK), du professeur Kapet de Bana Président de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme, de Me Jean de Dieu Momo avocat des familles dans l'affaire des « 9 disparus de Bépanda » de Monsieur Guy Simon Ngakam Président de Libéral et de Monsieur Guillaume Tene Sop porte parole du Conseil Nationale de la Résistance qui a initié cette campagne.

Les camerounais venus de France, d'Allemagne, de Grande Bretagne, de Suisse, de Hollande, de Luxembourg, de Belgique etc... ont eu deux journées pleines de travaux dont les résolutions sont assez éloquentes. La première journée, celle du 9 décembre a été marquée dans la matinée par l'assemblée constitutive du Conseil national de la Résistance et surtout en soirée par la grande conférence publique tenu au Centre Culturel Garcia Lorca à 1000 Bruxelles. Le panel d'intervenants était très alléchant et les camerounais et les représentants des partis politiques belges qui ont pris part ne s'y sont pas trompés.

L'honneur est revenu à Mme Augusta Epanya d'ouvrir les débats. Elle a situé les origines de la crise camerounaise en montrant qu'il était important de bien comprendre cette crise pour s'atteler à mieux la résoudre. Dans un exposé limite et fort illustré Madame Epanya a cité l'origine de la crise camerounaise dans le rupture historique intervenue en 1955 par l'interdiction par le pouvoir colonial de l'Union des Populations du Cameroun. Selon elle, cette déchirure a empêché le peuple camerounais de se libérer au moment de la cession à l'indépendance. Elle note que l'indépendance a ensuite été gérée par ceux qui la réclamaient le moins ou ne la réclamaient pas du tout. Madame Epanya a situé la responsabilité de l'aggravation de cette crise dans les régimes néo-coloniaux de A. Ahidjo et de P. Biya qui se sont succédés au pouvoir depuis l'indépendance.

Selon elle, il s'agit de véritables régimes de tyrannie ne pouvant s'accommoder d'une expression démocratique libre comme l'illustre les mascarades électorales à répétition du régime actuel de Paul Biya malgré l'acceptation forcée d'un multipartisme de façade.

« Le chasseur de généraux » fait pleurer la diaspora

Me Momo désormais baptisé « chasseur de généraux » en raison de son activisme dans la défense des victimes du Commandement Opérationnel face à la hiérarchie militaire a ému l'assistance par son récit poignant de l'Etat de non droit qui règne au Cameroun. Une très forte émotion s'est emparée de l'assistance lorsque Me Momo a présenté des diaporamas sur les victimes du Commandement Opérationnel dans la ville de Douala. L'émotion était tout simplement insoutenable...

« Partir comme Diouf ou Mobutu, Biya doit choisir... »

Mr Guillaume Tene Sop porte parole du CNR a abordé l'actualité avec la question de la candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle de 2004. Revenant sur le gradient de fraudes ayant marqué les élections depuis 1992, il a fait la démonstration que le véritable problème des élections au Cameroun se situe, non pas dans la question de la candidature unique, mais réside dans la volonté délibérée du régime de Biya de ne pas admettre les conditions d'une élection libre et transparente. Il a insisté sur le risque d'embrasement que fait peser sur le Cameroun la volonté de P. Biya de perpétrer un nouveau « hold-up » électoral en 2004. Il a appelé les patriotes camerounais à se rassembler afin de contraindre le régime de Paul Biya à une élection transparente notamment avec une Commission Electorale Nationale Indépendante chargée de l'organisation de l'ensemble du scrutin, un scrutin majoritaire à deux tours, le droit de vote des camerounais de l'étranger etc...

Mr Tene Sop a appelé les forces patriotiques de la diaspora à se tenir mobilisées pour mettre fin en 2004 à la tyrannie néocoloniale de Paul Biya. Les forces progressistes doivent être prêtes à se tenir aux cotés du peuple décidé à mettre fin au 22 ans de règne calamiteux de Paul Biya : « partir comme Diouf ou comme Mobutu, Biya doit choisir en 2004 » a-t-il conclu.

Leçons d'histoire du professeur Kapet de Bana

C'est à une véritable leçon d'histoire que l'assistance a eu droit de la part du professeur Kapet de Bana. Il a rappelé le rôle primordial des diasporas dans les luttes de libération. Le Pr Kapet de Bana est revenu sur le rôle éminemment avant-gardiste joué par la diaspora camerounaise au moment de la lutte contre le colonialisme. Il a rappelé qu'à cette époque de braise, M. Biya alors étudiant dans l'une des officines néocoloniales en France (Haute Ecole de l'Outre Mer) avait déclaré aux camerounais réunis à Paris pour réclamer l'indépendance qu'en tant qu'étudiant dans une école d'administration il ne pouvait pas se mêler de politique. Le Pr Kapet a montré que le rôle de la diaspora a été déterminant en Afrique et ailleurs. Il a invité la diaspora à se saisir de ces exemples afin d'aider le peuple camerounais à abrégé ses souffrances en 2004 par le départ inéluctable du régime catastrophique de Paul Biya.

L'absence regretté du Docteur Abel Eyenga

Pour des raisons de santé, Dr Abel Eyenga n'a pas pu être présent à Bruxelles. Son message qui a été délivré a cependant été au centre de toutes les préoccupations tellement il était touchant. Pour le Dr Abel Eyenga, la lutte actuelle est une continuité de la lutte historique de libération entamée par Ruben Um Nyobe avant la pseudo indépendance. Cette lutte passe par le départ inéluctable de Paul Biya du pouvoir en 2004 afin de permettre aux camerounais d'entamer la reconstruction du pays.

Le message d'encouragement du Dr Siméon KUISSU a également été présenté à l'assistance.

La couardise de l'Ambassade du Cameroun à Bruxelles

La journée du 10 décembre a été marquée par les manifestations publiques et la remise d'un mémorandum à la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles. La première étape a été la manifestation devant le siège des institutions européennes. Malgré le froid de ce début d'hiver, les patriotes camerounais de la diaspora se sont rendus nombreux à la Commission Européenne. Deux heures durant, ils ont manifesté sous le regard étonné des belges qui se demandaient d'où ils tiraient de telles ressources pour ainsi braver le froid. Le mémorandum du collectif des organisations démocratiques et patriotiques de la diaspora né au cours de cette rencontre de Bruxelles a été remis à la Commission de l'Union Européenne. Des exemplaires ont également été acheminés vers les parlements nationaux des Etats de l'Union Européenne où les camerounais de la diaspora seront bientôt reçus.

Alors que la caravane des manifestants arrive à l'Ambassade du Cameroun, elle découvre avec ahurissement un avis signé de Madame l'Ambassadrice Isabelle Bassong, indiquant que « l'Ambassade est fermée ce mercredi 10 décembre 2003 pour cause de travaux ». Tous s'étonnent de ce que ce jour a été le seul choisi pour « faire des travaux à l'Ambassade » alors que Madame l'Ambassadrice avait reçu un avis de la manifestation. Il s'avère qu'après avoir essayé de corrompre les organisateurs pour qu'ils annulent la manifestation, après avoir tenté vainement de faire interdire la manifestation par la police belge comme cela se passe dans le Cameroun de Paul Biya et prise de peur après les échos qu'elle a reçus de la conférence par les deux espions formellement identifiés qu'elle y avait délégués, Madame Bassong a simplement supplié la hiérarchie à Yaoundé pour obtenir de fermer l'Ambassade ce jour là.

Pour les patriotes camerounais, la couardise Ambassade du Cameroun à Bruxelles est simplement un signe avant-coureur, il est annonciateur de la fuite du régime Biya lorsque les patriotes déferleront sur Etoudi.

Les résolutions clefs de Bruxelles

Les organisations et patriotes camerounais réunis à Bruxelles ont convenu de créer un cadre de lutte fédérateur ouvert à tous ceux qui veulent l'instauration de la démocratie au Cameroun. Ainsi, un collectif des organisations démocratiques et patriotiques de la diaspora a été créé. Un comité de suivi de la campagne d'action pour la démocratie au Cameroun a été mis sur pied afin de mobiliser les forces de l'intérieur et de l'extérieur sur la plate-forme minimale autour des conditions d'une élection présidentielle transparente en 2004 au Cameroun : l'instauration d'une Commission Electorale Nationale indépendante en lieu et place de l'ONEL, un scrutin majoritaire à deux tours, le droit de vote des camerounais de l'étranger.

Les organisations ont pris l'engagement de se tenir aux cotés du peuple camerounais pour obtenir en 2004 la fin du régime Biya. Elles ont convenu de la prochaine étape de cette caravane qui aura lieu à Paris les 14 et 15 février 2004.

Hugo JOMBWE MOUDI KI

Bruxelles Belgique

<http://www.icicemac.com/nouvelle/index.php3?nid=913>



